



Prise de parole CGT finances publiques manifestation du 30 septembre 2014

le vendredi 19 septembre, des agriculteurs ont incendié le centre des Finances publiques de Morlaix et des locaux de la Mutualité sociale agricole. Cet acte odieux porte gravement atteinte aux personnels qui y exercent leurs missions de service public.

Une nouvelle fois, les locaux du centre des finances publiques de Morlaix ont servi d'exutoire à la colère d'agriculteurs. Le feu mis au bâtiment a occasionné des dégâts considérables, et le coût pour la collectivité sera très important.

C'est intolérable et exaspérant !

Nul ne peut nier les difficultés rencontrées par les agriculteurs, en Bretagne comme ailleurs.

La Bretagne avait axé son développement sur l'exportation de produits agricoles. La concurrence s'est exacerbée sur fond de dumping social et beaucoup de débouchés ont été perdus.

Sur le marché intérieur la surproduction tire les prix vers le bas pendant que la grande distribution conserve de fortes marges.

Certains dirigeants libéraux du monde agricole utilisent le désarroi et la colère réels des exploitants face à une chute de leurs revenus due essentiellement à la pression de la grande distribution, à l'absence de prix garantis, et à la mise en concurrence, pour s'attaquer au bouc-émissaire idéal: l'Etat, les fonctionnaires, le service public des impôts.

Ce ne sont donc pas les services publics, les agents qui y travaillent, et les bâtiments dans lesquels ils exercent leurs mission de service public qui sont responsables de la situation.

Force est de constater que ces saccages en règle contre des bâtiments publics à Morlaix, et singulièrement le centre des finances publiques, sont désormais devenus des modes opératoires courants. La liste est longue : 2004 : les légumiers, 2008 : le prix du gasoil, 2009 : (deux fois), les producteurs de porcs, puis les producteurs laitiers), 2013 : les légumiers, déjà, mettent le feu au nouveau centre.

Dans le passé, ces actes sont demeurés impunis, le plus souvent, voire toujours.

Cette situation, au lieu d'apaiser le climat, constitue au contraire une incitation à réitérer les mêmes exactions à chaque fois que des difficultés se font jour.

La section du Finistère du syndicat CGT des Finances publiques du Finistère condamne ces exactions et demande que leurs auteurs soient, cette fois, activement recherchés et poursuivis.

Dans le même temps on laisse tranquilles les vrais responsables des politiques libérales qui sont à l'origine des problèmes, et les organisations qui les soutiennent.

Par ailleurs, les saccages et incendies de la MSA et du centre des finances publiques de Morlaix ne cessent d'interroger face à l'inertie des autorités et des forces de l'ordre devant ces exactions, d'autant que la méthode employée est désormais coutumière, et que les cibles sont toujours les mêmes.

Aucune disposition n'a été prise pour empêcher que les exactions ne soient commises.

Pire, rien n'a été entrepris pour permettre aux pompiers d'éteindre le sinistre dès leur présence sur place, laissant ainsi le feu faire ses ravages plus d'une heure durant.

Aujourd'hui ce sont les usagers qui sont les premiers pénalisés, particulièrement les personnes qui viennent quotidiennement au centre des finances publiques pour tenter d'y trouver une réponse à leur situation de précarité. D'autres devront patienter pour régler des démarches urgentes et essentielles, avec parfois des conséquences financières pour elles.

Quant aux agents des finances publiques de Morlaix, une fois de plus ils devront faire face à leurs charges de service dans un environnement dégradé.

Après avoir subi une situation de précarité pendant 6 ans durant après le sinistre de 2003, ils se retrouvent aujourd'hui dans une même situation.

Ce qui domine c'est un sentiment d'écoeurement et d'injustice de la part des agents des finances publiques face à la situation qu'ils vivent.

C'est pourquoi ils exigent que des mesures concrètes soient prises pour les protéger ainsi que les locaux dans lesquels ils exercent leurs missions de service public.

Car la fiscalité est un outil au service du financement des politiques publiques. En s'y attaquant, c'est à l'ensemble des services publics que ces agriculteurs s'en prennent.

Pour ce qui le concerne, l'État doit prendre ses responsabilités.

Aujourd'hui les agents réclament en urgence :

- que les auteurs de ces actes inqualifiables soient très activement recherchés, poursuivis et condamnés à raison de leurs actes, et tout particulièrement les commanditaires ;

- que les agents de Morlaix soient logés rapidement, ensemble et sans dépeçage des unités de travail, dans des locaux adaptés et décents pour exercer les missions de service public auxquelles ils sont attachés dans des conditions matérielles autres que la précarité qu'ils ont déjà connue, et comme le souhaitent également les usagers, qui, quotidiennement, se rendent dans les centres des finances publiques et se disent majoritairement très satisfaits des services qui leur sont rendus ;

- que l'administration s'engage dès aujourd'hui à maintenir le pôle de Morlaix et tous les services qui y fonctionnent dans leur intégralité;

Le centre des finances publiques de Morlaix ne peut être un exutoire aux effets d'une crise dont les agents ne sont en rien responsables.

Les agents des finances publiques subissent eux mêmes les effets de la crise au travers des mesures d'austérité : manque d'effectifs, gel des salaires, conditions de travail dégradées.

L'état doit garantir à ses agents la qualité de leurs conditions de travail.

La protection des agents, de leur outil de travail doit être une priorité absolue